

mercredi, 10 juillet 2013 08:35

Maroc/Benkirane: le même sort que Morsi?!

par Mohamed Touati

IRIB-Le secrétaire général de l'Istiqlal, Hamid Chabat, a appelé lors d'un meeting,.... qu'il a tenu le 6 juillet, le chef du gouvernement marocain, Abdelilah Benkirane, à prendre acte de l'éviction de son «frère et ami», le chef de l'Etat égyptien, Mohamed Morsi.



Les ambitions personnelles du leader de la seconde force politique du Maroc peuvent faire plonger le Royaume dans une crise sans précédent. Secrétaire général de l'Union générale des travailleurs du Maroc (Ugta) depuis 2009, le député-maire de Fès dont l'ascension insolente a débuté dans une usine de montage de motocyclettes a sans doute les yeux plus gros que le ventre: il rêve du poste de chef de gouvernement. Il met en place, à cet effet, un processus machiavélique pour contraindre le souverain marocain à organiser des élections législatives anticipées qu'il rêve de remporter. Après avoir accablé de tous les maux le chef du gouvernement, l'islamiste Abdelilah Benkirane, dont il est pourtant le principal allié au sein d'une coalition gouvernementale hétéroclite, l'Istiqlal passe à l'acte et décide de claquer la porte.

«La décision est prise et nos ministres vont présenter leur démission aujourd'hui (mardi, Ndlr) avant midi au chef du gouvernement qui doit ensuite transmettre au roi cette démission collective», a indiqué le porte-parole de l'Istiqlal, Adil Benhamza. Que reproche le parti conservateur marocain à son désormais ex-allié du Parti de la justice et du développement (PJD)?

Le Parti de Hamid Chabat avait mis en exergue l'incapacité du chef du gouvernement islamiste à prendre «en considération la gravité de la situation économique et sociale». Des ingrédients qui ont sous-tendu la crise égyptienne et précipité la destitution du président égyptien. Le secrétaire général de l'Istiqlal n'a-t-il pas fait le parallèle avec la crise qui couve dans son pays? Hamid Chabat a, en effet, appelé lors d'un meeting qu'il a tenu le 6 juillet, le chef du gouvernement marocain, Abdelilah Benkirane, à prendre acte de l'éviction de son «frère et ami», le chef de l'Etat égyptien, Mohamed Morsi.

«Nous laisserons le temps au chef du gouvernement pour négocier avec d'autres partis, ou appliquer la Constitution après la démission de l'Exécutif», avait-il ajouté pour dessiner les contours de son «coup de force». Benkirane connaîtra-t-il le même sort que Morsi avec l'intervention militaire en moins? La balle est désormais dans le camp du souverain marocain. Dans tous les cas de figure, il y aura au moins un remaniement ministériel qui permettra au PJD de rester aux commandes du gouvernement. A défaut, le Royaume se dirigera vers des élections législatives anticipées qui prendront l'allure d'une «victoire avortée et volée» en cas de défaite du PJD. Quelle sera la réaction des islamistes marocains dans le cas d'un tel scénario?

La situation économique n'est guère reluisante au Maroc qui compte quelque 33 millions d'habitants alors que le taux de chômage avoisine les 10% de la population active.

Une conjoncture qui s'est dégradée avec l'aggravation du déficit budgétaire qui a atteint 17,5 milliards de dirhams à la fin du premier trimestre de 2013 tandis que la dette extérieure brute a connu une envolée de près de 16%, passant de 256,44 Mds de DH à la fin du mois de mars 2012 à 296,72 Mds de DH à la fin du mois de mars 2013, provoquant le report de la mise en oeuvre d'un certain nombre de chantiers d'un montant de 15 Mds de DH. Comme on peut le constater, il suffit de souffler sur les braises...C'est ce que ne s'est pas gêné de faire Hamid Chabat.

Ajouter un Commentaire

Nom (obligatoire)

Adresse email

Url de votre site Web ou Blog

1000 Caractères restants

Recevoir une notification par email lorsqu'une réponse est postée



Rafraîchir

Enregistrer
